Les chiffres du gaz industriel et naturel, inscrits au tableau 7, sont publiés tous les mois par le Bureau Fédéral de la Statistique; la série antérieure, qui classait le gaz vendu suivant l'espèce, a été discontinuée.

Section 6.—Primes

Lorsque le Gouvernement juge à propos d'encourager la production d'une denrée particulière, les primes qu'il paye remplacent les droits de protection. Par le passé, le Canada s'en est beaucoup servi*, mais la seule prime payée ces dix dernières années par le gouvernement fédéral est celle de 49½ cents la tonne sur le charbon bitumineux extrait au Canada et utilisé dans la sidérurgie. Les montants des primes versées les années financières de 1930-31 à 1940-41 paraissent à la p. 570 de l'Annuaire de 1942; ceux des années subséquentes sont comme suit:

<i>Année terminée le 31 mars—</i>	<i>Tonna- ge sur lequel la prime est payée</i>	<i>Prime payée</i>
1942.....	765,775	\$ 379,058-59
1943.....	766,144	379,241-26
1944.....	646,875	320,203-10
1945.....	709,091	351,000-04

Après la déclaration de la guerre, des bonis de temps de guerre sont introduits par les gouvernements fédéral et provinciaux en vue d'encourager la production de denrées particulières et produisent un effet semblable à celui des primes (la province de l'Alberta, par exemple, établit un bonus de 4 cts la livre sur la laine au cours de cette période). Ces bonis sont expliqués dans les diverses sections de l'Annuaire où ils se rattachent directement à la production.

Des primes sont payées aussi par certains gouvernements provinciaux. Le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse, en vertu de la loi des mines ayant trait au charbon, verse une prime sous des conditions définies, dont le montant est de \$4,140 chaque année en 1943 et 1944, et de \$4,260 en 1945. En Ontario, subordonné à la loi de la prime sur le minerai de fer adoptée en 1937, les sommes suivantes sont payées: \$118,705 en 1939, \$313,864 en 1940, \$302,016 en 1941 et \$306,090 en 1942; aucune prime n'est accordée depuis 1942. De son côté, la Colombie Britannique prévoit des primes sur la production de fonte en gueuses et d'acier, mais actuellement ces matériaux ne sont pas produits dans cette province.

Section 7.—Régie et vente des boissons alcooliques†

Une brève rétrospective de la législation fédérale et provinciale adoptée à l'occasion relativement à la régie et à la vente des boissons alcooliques a paru à la p. 570 de l'Annuaire de 1942.

Les lois provinciales concernant la régie des boissons alcooliques ont été conçues dans le but d'établir un monopole provincial sur la vente en détail des boissons alcooliques, en éliminant à peu près complètement la possibilité pour les particuliers de tirer profit de ce commerce. Une exemption partielle est accordée pour la vente en détail de la bière par les brasseries, laquelle est permise dans certaines provinces, celles-ci se réservant le droit de la réglementer et de la taxer lourdement. Le monopole provincial ne s'étend qu'à la vente en détail des boissons alcooliques et non

* Voir p. 570 de l'Annuaire de 1942.

† Abrégé d'un rapport intitulé: "The Control and Sale of Liquor in Canada", par Mlle L. J. Beehler, M.A., publié par le Bureau Fédéral de la Statistique et qui se vend 50 cents.